Pour un anticapitalisme et un socialisme du XXI° siècle – La contribution de la LCR à la réunion des 28 et 29 juin pour le NPA

mercredi 12 novembre 2008, par LCR (France) (Date de rédaction antérieure : 27 juin 2008).

La réunion des 28 et 29 juin va être un premier moment de coordination des différents comités d'initiative pour un nouveau parti. Voici des éléments pour revenir sur le sens de notre démarche et nourrir la discussion.

Les crises économiques, sociales, alimentaires, écologiques qui frappent la planète montrent l'impasse dans laquelle le capitalisme plonge l'humanité. Il semble bien que nous soyons d'ores et déjà plongés dans une très grave crise économique dont le détonateur aura été les fameux « subprimes » qui ont révélé une crise bancaire (dettes pourries), financières (effondrement des bourses) et un début de récession aux USA. C'est un tournant important de la situation.

Les émeutes de la faim qui touchent, en particulier mais pas seulement, les pays pauvres, sont la résultante d'une crise alimentaire provoquée par la spéculation et par les politiques néolibérales imposées entre autres par le FMI et la banque mondiale qui ont détruit les agricultures vivrières paysannes, au profit de l'agrobusiness et des cultures d'exportation. La crise énergétique, illustrée par l'explosion des prix du pétrole, accentue et se combine avec la crise alimentaire en renchérissant les coûts de production agricoles et par les fameux agro-carburants qui viennent concurrencer les productions alimentaires sur leur propre terrain. La crise énergétique multiforme, épuisement prévisible des réserves de pétrole, relance du nucléaire, réchauffement climatique provoqué par l'utilisation massive des énergies fossiles…, est à la fois une traduction et un facteur d'aggravation des problèmes économiques, des guerres et de l'instabilité politique du monde actuel : occupation de l'Irak, tensions entre l'impérialisme américain et des Etats comme l'Iran, le Venezuela… La guerre sans fin contre le « terrorisme « emmenée par le gouvernement américain provoque deux conflits majeurs (Afghanistan et Irak). C'est d'ailleurs au moment où celle-ci montre chaque jour son échec, que Sarkozy décide de réorienter la politique de l'Etat français en s'intégrant davantage au dispositif impérialiste dominant : envoi de troupes en Afghanistan, réintégration dans le volet militaire de l'OTAN, soutien à Israël dans son déni de reconnaissance d'un Etat palestinien.

Les modes de production et de consommation capitalistes provoquent une crise écologique multiforme qui n'épargne aucun des secteurs vitaux pour l'humanité. Enfin, les 30 ans d'offensive libérale inaugurés aux USA et au RU et généralisés à l'ensemble du monde capitaliste, ont provoqué un immense déplacement de richesse vers les plus riches, une dégradation continue du partage de la valeur ajoutée en faveur du capital, une destruction des droits accumulés par le monde du travail depuis des décennies, une crise globale et profonde du mouvement ouvrier. L'appauvrissement, la misère, le chômage, la précarité, sont les conséquences de cette restructuration capitaliste. Les femmes, les jeunes et les populations d'origine étrangères en sont les premières victimes. Cette suraccumulation de capitaux et de profits et la mise en place d'un nouveau système productif mondialisé jouant sur les différences salariales, sont à l'origine de la crise bancaire, financière, monétaire actuelle, ce qui provoque une récession aux USA en passe de se transformer en une récession mondiale la première depuis 1973.

Notre anticapitalisme, notre volonté d'une transformation révolutionnaire de la société qui soit portée par l'immense majorité de travailleurs des villes et des campagnes, ne tombent pas du ciel. Le capitalisme plus que jamais dans ces débuts du XXI° montre par sa brutalité, son potentiel destructif, ses inégalités croissantes, la nécessité d'une rupture et l'invention d'un socialisme réellement émancipateur.

Une démocratie réelle et approfondie implique la remise en cause de la propriété capitaliste, une économie et une société dirigées par le plus grand nombre dans une logique de satisfaction des besoins de la population. Loin de se combiner harmonieusement, l'économie de marché et la démocratie ne font pas bon ménage : Chine, Russie, évolution de la société américaine (choc des civilisations, fondamentalisme chrétien…). En Europe, la droite extrême est toujours présente comme le montre les résultats électoraux récents en Italie ou au Royaume-Uni.

Le capitalisme divise les travailleurs pour mieux régner. Changer le monde passe par un combat sans concession contre le racisme, pour la régularisation de tous les sans-papiers et pour l'égalité des droits. Il s'agit d'unir les travailleurs et la population quelque soit leur origine, leur nationalité…

Aucune transformation radicale de la société ne pourra voir le jour sans une lutte consciente pour affirmer le droit des femmes à disposer de leur corps- avortement, contraception – et pour remettre en cause les fondements mêmes de la domination masculine : la division sociale et sexuée des tâches entre femmes et hommes, dans toutes les sphères de la société et l'assignation prioritaire des femmes à la sphère familiale.

Tirer les leçons des expériences du XX ° siècle

La perspective socialiste, c'est-à-dire l'espoir d'un autre monde que le capitalisme, est à reconstruire. Car elle ne sort pas indemne des expériences du XX° Siècle. C'est pourquoi notre tâche est immense et ne saurait se réduire aux frontières de l'hexagone ou de l'Europe : à travers les résistances et les luttes, il s'agit d'inventer le socialisme du XXI° siècle.

La social-démocratie est en train d'achever sa mutation. Après avoir expliqué que le socialisme pouvait se construire pas à pas dans le cadre des institutions de l'Etat capitaliste, elle accepte désormais sa conversion au capitalisme, aux politiques néolibérales. Elle réduit son champ d'action politique à un hypothétique aménagement social et écologique du capitalisme. Lorsqu'elle est au pouvoir, elle applique les politiques de restructuration capitaliste. Dans sa nouvelle déclaration de principes, le PS inscrit dans ses textes une évolution déjà passée dans la pratique. Cette mutation transforme encore davantage le PS en gestionnaire fidèle du système et dans certains pays comme en Italie la mutation s'achève dans la construction d'un parti « démocrate » rompant les derniers liens historiques avec le mouvement ouvrier.

C'est un déclin à rythme divers mais irréversible qui travaille le mouvement communiste qui s'était identifié à l'URSS. Les dégâts du stalinisme ont sali l'espérance communiste qui est à reconstruire. Pour tenter de se sauver la direction du PCF a choisi ses élus plus que son ancrage ouvrier et syndical. Ce qui accroît sa dépendance institutionnelle avec le PS à l'échelle gouvernementale ou locale. Qui provoquent les mêmes phénomènes d'intégration et d'adaptation institutionnelles que connaît le parti socialiste. En Italie l'échec de Refondation Communiste confirme l'impasse des stratégies d'alliance avec le social-libéralisme.

Dans le même temps, les directions des principales confédérations syndicales s'adaptent au nouveau capitalisme, acceptent l'agenda des contre-réformes patronales, accompagnent les mesures rétrogrades, surfent quelquefois sur la contestation mais sans jamais la susciter et construire le rapport de force par les luttes.

Nous voulons changer de gauche, pas changer la gauche, reconstruire du neuf à gauche en rupture avec l'orientation prônée par les directions du PS et du PCF.

Dans la globalisation, encore plus internationalistes !

Nous sommes plongés en pleine globalisation capitaliste. C'est désormais dans cet espace qu'il faut penser les luttes, la construction d'un nouveau mouvement ouvrier, la rupture avec le système et le socialisme. Plus que jamais il n'existe pas de solution nationale, tant les économies, les sociétés sont imbriquées, tant les problèmes de fond nécessitent une riposte et des réponses à cette échelle. Comment régler la crise climatique, la crise alimentaire, combattre les multinationales sans passer à l'échelle mondiale ? Les capitalistes sont organisés à cette échelle avec de multiples institutions, les exploités ont de ce point de vue beaucoup de retards à combler. C'est pourquoi il nous apparaît tout à fait impératif :

– de développer face aux grands problèmes des mouvements de masse unitaire, des luttes de résistances coordonnées à l'échelle internationale

– de mettre sur pied un mouvement et un programme européens, pour une Europe démocratique des travailleurs et des peuples, contre les institutions actuelles de l'UE , ce qui implique au-delà de l'animation des luttes européennes, une politique de regroupement des forces anticapitalistes à cette échelle.

– de se diriger vers une nouvelle internationale démocratique, anticapitaliste, écologique, antiraciste et anti-impérialiste…

– de construire dès lors un parti qui de France tisse des liens, agit pour le regroupement des forces anticapitalistes et révolutionnaires

– de mener des campagnes unitaires internationales et de participer aux cadres qui permettent de les animer

Un nouveau parti pour les luttes, un parti pour la transformation révolutionnaire de la société

La question du pouvoir divise profondément la gauche dite antilibérale. Tout parti doit se poser le problème du pouvoir et nous ne faisons, nous ne ferons pas exception à cette règle. Le problème est de savoir dans quel cadre, au profit de qui. Pour nous, la question c'est le passage d'une situation où une minorité décide et impose ses choix, ses profits et ses privilèges, à une situation ou le plus grand nombre s'empare des leviers politiques, économiques pour gérer la société. Nous ne souhaitons pas le pouvoir pour nous-même mais comme instrument pour un mouvement d'en bas. Une partie du pouvoir politique est aujourd'hui soumise au suffrage universel, dans un cadre d'ailleurs très contrôlé et très antidémocratique (présidentialisme, scrutin majoritaire…). Mais le pouvoir du MEDEF n'est lui jamais soumis au suffrage populaire…Et pour cause ! Pour autant notre programme implique une confrontation avec le patronat, avec les privilèges économiques, contre les conseils d'administration qui représentent les actionnaires…Cela implique un mouvement social puissant, un mai 68 qui irait jusqu'au bout, qui commencerait à contrôler la marche de l'économie.

Les institutions sont des éléments essentiels du maintien de l'ordre social et de la propriété capitaliste. Nous ne voulons pas construire un parti d'aménagement mais un parti de rupture. C'est pourquoi l'indépendance vis-à-vis du PS est une question première. Le capitalisme libéral et l'anticapitalisme ne peuvent pas cohabiter dans un même gouvernement. Notre perspective n'est donc pas d'unir la gauche telle qu'elle est, ou des bouts de cette gauche, mais de construire un

mouvement social et politique majoritaire pour la rupture avec le capitalisme. Alors la question du pouvoir sera posée !

Un parti, c'est pour nous une force collective et démocratique. Un rassemblement de militantes et de militants unis autour d'un programme commun. Un instrument pas une fin en soi. Une force capable de réfléchir pour agir. Qui alimente son programme, sa vision de la société de ses rapports avec le monde du travail et la population au travers des luttes. Un parti qui respecte l'indépendance des équipes syndicales et des mouvements sociaux. Un mouvement qui également, dans son régime interne, garantit la circulation de l'information, les débats et la formation pour tous, le droit de tendance et d'affirmation de courants publics, la reconnaissance statutaire du pluralisme, la proportionnelle pour élire les directions.

Également, il s'agit pour nous de construire une force qui vote, qui fait des choix, qui reconnait la règle majoritaire, tout en respectant les choix minoritaires.

Face à une vie politique centralisée par l'Etat, nous avons besoin d'un parti, d'une force pour la transformation révolutionnaire de la société, qui combine activités nationales et déclinaisons locales.

Les directions élues à la parité doivent être responsables devant les instances qui les ont désignées, rendre des comptes sur leur mandat, leur activité militante en particulier lorsqu'elle est rémunérée. La transparence et le contrôle sont les seules garanties d'un réel fonctionnement démocratique pour lutter contre la bureaucratisation qui a fait tant de mal au mouvement ouvrier

Ce nouveau parti est urgent et nécessaire.

Pour construire une réelle opposition à Sarkozy et au patronat.

Parce que la gauche institutionnelle apparaît clairement comme refusant de s'opposer aux plans du pouvoir et du patronat et d'incarner un changement de société..

Parce que les luttes le permettent, celles et ceux qui résistent, jeunes ou moins jeunes et de différentes origines, sont de plus en plus nombreux à attendre une telle perspective. Des syndicalistes, des militants associatifs, altermondialistes, des jeunes engagés dans l'action depuis le CPE, d'anciens militants de différentes trajectoires, des militants antiracistes et de la diversité, de nouveaux arrivants en politique et ceux qui reprennent du service, des militantes féministes…

Unis autour de la nécessité de défendre un plan d'action anticapitaliste intégrant revendications sociales, démocratiques, féministes, écologiques, antiracistes et anti-impérialites, nous pouvons construire ensemble un nouveau parti.

C'est nécessaire et c'est possible.